

MINISTERE DES FINANCES

Administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines
Publications prescrites par l'article 770
du Code civil

[2001/53960]

Succession en déshérence de Rogiers, Augusta Francisca Alfons

Augusta Francisca Alfons Rogiers, veuve de Albert Joannes De Ruyver, née à Lokeren le 5 août 1910, domiciliée à Anvers, Lange Dijkstraat 98, est décédée à Anvers le 30 septembre 1997, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Anvers a, par jugement du 27 avril 2001, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 1^{er} juin 2001.

Le directeur régional de l'enregistrement a.i.,
E. Woussen.

(53960)

Succession en déshérence de Le Dilaurec, André Louis

Le Dilaurec, André Louis, né à Jemappes le 19 octobre 1925, domicilié à Mons (Havré), chemin de la Cure d'Aire 19/MRS, est décédé à Havré le 4 janvier 2000, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Mons, a, par ordonnance du 14 mai 2001, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Mons, le 31 mai 2001.

Le directeur de l'enregistrement,
F. Faignard.

(53961)

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van het kadaster, registratie en domeinen
Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek

[2001/53960]

Erfloze nalatenschap van Rogiers, Augusta Francisca Alfons

Augusta Francisca Alfons Rogiers, weduwe van Albert Joannes De Ruyver, geboren te Lokeren op 5 augustus 1910, wonende te Antwerpen, Lange Dijkstraat 98, is overleden te Antwerpen op 30 september 1997, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 27 april 2001, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Antwerpen, 1 juni 2001.

De gewestelijke directeur a.i.,
E. Woussen.

(53960)

Erfloze nalatenschap van Le Dilaurec, André Louis

Le Dilaurec, André Louis, geboren te Jemappes op 19 oktober 1925, wonende te Mons (Havré), chemin de la Cure d'Air 19/MRS, is overleden te Havré op 4 januari 2000, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Mons, bij beschikking van 14 mei 2001, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Bergen, 31 mei 2001.

De directeur van de registratie,
F. Faignard.

(53961)

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[C - 2001/01255]

Direction des Relations avec la Police locale

29 NOVEMBRE 2001. — Circulaire ministérielle PLP 19 concernant la désignation des membres de la police fédérale qui sont attribués aux zones de police

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de province,

A Madame la Gouverneur de l'arrondissement administratif Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Pour information :

Au Commissaire général de la Police fédérale,

Au Président de la Commission permanente de la Police communale,

Au Directeur général de la Police générale du Royaume,

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

Au Team de Soutien provinciaux,

Madame le Gouverneur,

Monsieur le Gouverneur,

En exécution de l'article 235, premier alinéa de la loi du 7 décembre 1998 (LPI), les membres de la police fédérale affectés aux brigades territoriales qui passent dans le cadre opérationnel de la police locale seront désignés par un arrêté royal.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2001/01255]

Directie van de Relaties met de Lokale Politie

29 NOVEMBER 2001. — Ministeriële Omzendbrief PLP 19 inzake de aanwijzing van de leden van de federale politie die worden toegewezen aan de politiezones

Aan Mevrouw en Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Ter informatie :

Aan de commissaris-generaal van de Federale politie,

Aan de voorzitter van de Vaste Commissie van de gemeentepolitie,

Aan de wd. Directeur-generaal van de Algemene Rijkspolitie,

Aan de dames en heren Arrondissementscommissarissen,

Aan de Provinciale Ondersteuningsteams,

Mevrouw de Gouverneur,

Mijnheer de Gouverneur,

In uitvoering van artikel 235, eerste lid van de wet van 7 december 1998 (WGP) zullen de leden van de federale politie in dienst bij de territoriale brigades, die overgaan naar het operationeel kader van de lokale politie, bij koninklijk besluit worden aangewezen.

Comme vous le savez, le gouvernement a déjà décidé l'année passée de transférer 7539 membres de l'ex-gendarmerie au niveau local. Pour l'heure une décision concernant la répartition entre les 196 zones de ce nombre de membres du personnel est requise.

En guise de préparation à l'attribution définitive aux diverses zones de police des membres du personnel concernés, mes services ont sondé, ces derniers mois, les besoins et attentes de toutes les zones de police en la matière. Ainsi les membres du personnel concernés ont été questionnés à propos de leur volonté éventuelle de faire mutation. Afin de réaliser le transfert des 7 539 membres de la police fédérale vers la police locale, la police fédérale effectue un dernier cycle de mutation vers les brigades territoriales.

Entre-temps les tournées de questionnement sont quasiment terminées, et les résultats du cycle de mutation précité sont connus. La mutation réelle aura lieu le 30 novembre 2001 pour le personnel néerlandophone. Pour le personnel francophone la date du 17 décembre 2001 a été fixée.

Par conséquent, cela signifie qu'à ces dates-là, seulement l'effectif du personnel des brigades territoriales de la police fédérale sera adapté, en tenant compte au maximum des résultats des divers questionnements. Ceci ne signifie, aucunement, que les membres du personnel concernés seront à ce moment-là déjà attribués aux autorités communales ou aux zones de police.

Cette mutation est, en effet, exécutée en vue de la mise en place de la police locale, les membres du personnel concernés appartenant bien entendu encore à la police fédérale, jusqu'à ce que toutes les conditions de l'article 248 de la LPI soient remplies.

Pour mémoire, je rappelle de nouveau la possibilité qui est offerte par l'article 249 de la LPI, qui consiste, dans le cadre d'une convention, de laisser fonctionner les membres du (des) corps de police communale (communaux) et des brigades territoriales de la police fédérale sous la direction d'un seul chef de police (cf. également ma circulaire ZPZ19 en la matière).

J'attire aussi votre attention sur deux événements importants auxquels notre pays sera confronté dans un futur proche, et qui exigent un effort considérable en matière de services d'ordre. Différents membres de la police fédérale qui sont impliqués dans ce cycle de mutation, ont déjà été désignés et formés afin de fonctionner dans ce cadre.

Premièrement, le top de Laeken (BELEUR) se tiendra du 12 au 16 décembre 2001. Je souhaite attirer l'attention des autorités locales sur le fait que les membres du personnel désignés qui auront fait mutation de la Direction de la réserve générale (DAR) vers les brigades territoriales, seront pendant cette période de nouveau détachés auprès de la DAR.

La même chose vaut d'ailleurs pour les membres du personnel qui dans le cadre des unités de marché sont affectés dans leur brigade d'origine.

Deuxièmement, vous savez que les services de police sont chargés du maintien de l'ordre public suite à la conversion du franc belge en euro (EUROPS). Cette opération dont la préparation a déjà démarré le 29 octobre 2001, doit être poursuivie jusqu'au 28 février 2002.

Les membres du personnel, qui dans ce cadre, ont été désignés doivent demeurer détachés auprès de leur unité d'origine ou de l'unité pour laquelle ils ont été désignés dans ce cadre, même après la mise en place de la police locale. Cela vaut également pour les moyens matériels (véhicules, radios, armement...) attribués à l'opération EUROPS.

Les autorités locales et/ou le chef de police peuvent s'adresser au Dirco concerné afin d'obtenir les informations nécessaires concernant la mise en place des membres du personnel attribués à leur zone de police.

Je vous saurais gré, Madame, Monsieur le gouverneur de province, de diffuser la présente circulaire aux Bourgmestres de votre ressort.

Je vous prie, Madame, Monsieur le gouverneur de province, de bien vouloir indiquer au Mémorial administratif la date à laquelle la présente circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

A. DUQUESNE,
Ministre de l'Intérieur

U weet dat de regering reeds vorig jaar heeft beslist om 7 539 leden van de ex-rijkswacht over te dragen naar het lokaal niveau. Een beslissing over de verdeling van dit aantal personeelsleden over de 196 zones is nu vereist.

Als voorbereiding van de definitieve toewijzing van de betrokken personeelsleden aan de diverse politiezones, werd gedurende de voorbije maanden door mijn diensten gepeild naar de behoeften en verwachtingen dienaangaande van alle politiezones, én werden de betrokken personeelsleden bevraagd omtrent hun eventuele wil om mutatie te maken. Immers, om de overdracht van de 7 539 leden van de federale politie naar de lokale politie mogelijk te maken, wordt door de federale politie een laatste globale mutatiecyclus naar de territoriale brigades doorgevoerd.

Ondertussen zijn de bevringsrondes zo goed als afgerond, en zijn de resultaten van voornoemde mutatiecyclus gekend. De daadwerkelijke mutatie zal plaatsvinden, wat de Nederlandstalige personeelsleden betreft, op 30 november 2001. Voor de Franstalige personeelsleden werd 17 december 2001 als datum bepaald.

Dat wil dus zeggen dat op deze data enkel het personeelsbestand van de territoriale brigades van de federale politie zal worden aangepast, daarbij zoveel mogelijk rekening houdend met de resultaten van de diverse bevringsrondes. Dit betekent geenszins dat de betrokken personeelsleden dan al aan de gemeentelijke overheden of aan de politiezones zouden worden toegewezen.

Immers, deze mutatie wordt uitgevoerd met het oog op de inplaatsstelling van de lokale politie, met dien verstande dat betrokken personeelsleden nog altijd tot de federale politie behoren, totdat aan alle voorwaarden van artikel 248 WGP is voldaan.

Pro memore vermeld ik U nogmaals de mogelijkheid die geboden wordt door artikel 249 WGP, om in het raam van een overeenkomst de leden van de gemeentepolitiekorps(en) en de territoriale brigades van de federale politie te laten optreden onder de leiding van één politiechef (zie ook mijn omzendbrief ZPZ19 daarover).

Nochtans vraag ik Uw aandacht voor twee belangrijke evenementen waarmee ons land in de nabije toekomst wordt geconfronteerd, en die een aanzienlijke inspanning qua ordediensten vereisen. Diverse leden van de federale politie die in deze mutatiecyclus zijn betrokken, werden reeds aangewezen en gevormd om in dit kader te worden ingezet.

Ten eerste vindt - zoals U weet - van 12 tot 16 december 2001 de top van Laken (BELEUR) plaats. Ik wens de aandacht van de lokale overheden te vestigen op het feit dat de aangewezen personeelsleden die vanuit de Directie Algemene Reserve (DAR) mutatie zullen hebben gemaakt naar de territoriale brigades, gedurende deze periode opnieuw naar de DAR zullen worden gedetacheerd.

Hetzelfde geldt trouwens voor de personeelsleden die in het kader van de marseenheden in hun brigade van oorsprong worden ingezet.

Ten tweede weet U dat de politiediensten belast zijn met de ordehandhaving naar aanleiding van de conversie van de Belgische frank naar de euro (EUROPS). Deze operatie, waarvan de voorbereiding reeds is gestart op 29 oktober 2001, dient te worden voortgezet tot 28 februari 2002.

De personeelsleden die in dit kader werden aangewezen moeten tot het einde van deze operatie gedetacheerd blijven bij hun oorspronkelijke eenheid of bij de eenheid waarvoor zij in dit kader werden aangewezen, zelfs na de in plaatsstelling van de lokale politie. Dit is evenzeer geldig voor de materiële middelen (voertuigen, radio's, bewapening, enz.) toegekend voor de operatie EUROPS.

De lokale overheden en/of politiechef kan zich richten tot de betrokken Dirco om de nodige informatie omtrent de inzet van de aan hun politiezone toegewezen personeelsleden te kennen.

Ik verzoek U, Mevrouw, Mijnheer de provinciegouverneur, deze omzendbrief aan alle burgemeesters van Uw ambtsgebied te willen verspreiden.

Gelieve Mevrouw, Mijnheer de provinciegouverneur, de datum waarop deze omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd, in het Bestuursmemoriaal te willen vermelden.

A. DUQUESNE,
Minister van Binnenlandse Zaken